

Finances & Développement est publié chaque trimestre en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe par le Fonds monétaire international.

Edition française ISSN 0430-473x

Laura Wallace

RÉDACTRICE EN CHEF

Jeremy Clift

RÉDACTEUR PRINCIPAL

Camilla Andersen

Elisa Diehl

Christine Ebrahim-zadeh

Natalie Hairfield

Jacqueline Irving

RÉDACTRICES

Prakash Loungani

RÉDACTEUR, Critiques de livres

Luisa Menjivar

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Lai Oy Louie

GRAPHISTE

Lijun Li

Niccole Braynen-Kimani

ASSISTANTES DE RÉDACTION

Avec la collaboration de

RAGHURAM RAJAN

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Peter Allum

Francesco Caramazza

Adrienne Cheasty

Paula De Masi

Andrew Feltenstein

Paul Hilbers

Ashoka Mody

Mark Plant

Thomas Richardson

Jerald Schiff

ÉDITION FRANÇAISE

Division française

Services linguistiques

MARC SERVAIS

Traduction

VAN TRAN & CATHERINE HELWIG

Correction & PAO

Mise sous presse par United Lithographers, Inc., Ashburn, Virginia (U.S.A.)

Abonnement et publicités :

IMF Publication Services

700 Nineteenth Street, NW

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-7430

Fax : (202) 623-7201

E-mail : publications@imf.org

© 2004 Fonds monétaire international.

Tous droits réservés. Pour reproduire les

articles, prière de s'adresser à la rédaction :

Editor-in-Chief, *Finance & Development*

International Monetary Fund

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-8300

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fanddletters@imf.org

Site Web : <http://www.imf.org/fandd>

L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Lettre de la rédaction

LA PLUPART DES PAYS à faible revenu n'atteindront probablement pas les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) relatifs à la santé d'ici la date fixée comme objectif — 2015 — si leurs politiques économiques, leurs institutions et les apports d'aide restent inchangés (comme nous l'avons noté dans notre numéro de décembre). C'est important non seulement parce qu'une réduction de la mortalité infantile et maternelle ainsi qu'un ralentissement de la propagation de maladies mortelles telles que le sida et le paludisme sont des objectifs qui méritent d'être poursuivis à eux seuls, mais aussi parce que de nouvelles études montrent que l'investissement dans la santé peut doper notablement le PIB par habitant. En d'autres termes, une meilleure santé n'est pas seulement un effet secondaire d'une hausse des revenus : elle favorise celle-ci aussi.

Dans ce numéro, trois experts de l'économie de la santé et du développement examinent ces études. Mais ils vont au-delà en affirmant que les progrès économiques ont été sous-estimés dans le passé et que les récentes pertes économiques causées par le VIH/sida sont elles aussi sous-estimées si les économistes utilisent comme base de calcul le PIB par habitant. Ils soulignent qu'il vaudrait mieux utiliser le «revenu total» — qui saisit la valeur des variations de l'espérance de vie en les incluant dans l'évaluation de la prospérité économique, en plus du revenu tel qu'il est mesuré dans les comptes nationaux. Pour l'Afrique, ce nouveau critère est annonciateur d'une catastrophe. Nous avons demandé aussi à Kenneth Arrow, prix Nobel d'économie et Président du Comité sur l'économie des médicaments antipaludiques de l'Institut de médecine, de nous faire part des dernières tendances en ce qui concerne le développement des médicaments antipaludiques et leur diffusion à un prix abordable dans les pays pauvres. Nous explorons aussi le monde trouble des médicaments, des brevets et des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui a attiré l'attention récemment en raison de l'offre limitée et du coût élevé des médicaments contre le sida en Afrique subsaharienne.

* * * * *

Par ailleurs, nous examinons un peu plus en profondeur la question de savoir si les ménages américains vivent au-dessus de leurs moyens. C'est une préoccupation majeure, étant donné que la reprise de l'économie mondiale est tirée par les États-Unis et que la consommation des ménages est si importante pour la croissance américaine. L'économie américaine est aussi le sujet de notre *Gros plan*, qui montre que les perspectives à court terme sont favorables, mais que le gonflement du déficit budgétaire pose des problèmes à long terme. Dans «La finance mondiale hier et aujourd'hui», Alan Taylor examine l'économie mondialisée d'aujourd'hui et une période antérieure d'intégration des marchés de capitaux. S'inspirant d'études tirées d'un livre qu'il vient d'écrire avec Maurice Obstfeld, il décrit le «trilemme» auquel les pouvoirs publics font face depuis plus de cent ans — c'est-à-dire l'impossibilité d'avoir simultanément un taux de change fixe, des marchés de capitaux ouverts et une politique monétaire indépendante.

Plus près de chez nous, nous faisons une enquête sur le nouvel organe de surveillance du FMI — le Bureau indépendant d'évaluation — qui a été mis en place en juillet 2001 et a maintenant achevé trois études. Nous avons demandé à Peter Kenen (de l'université de Princeton) — un observateur chevronné des institutions de Bretton Woods qui fait autorité en matière de politique économique internationale —, à deux anciens administrateurs du FMI (qui représentaient les États-Unis et la France) et à l'organisation non gouvernementale Amis de la Terre de passer en revue les travaux du BIE.

Dans sa première rubrique *Entre nous*, Raghuram Rajan, nouveau Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, avertit que les solutions «ingénieuses» ne sont pas toujours vraiment utiles. M. Rajan (Inde) est entré au FMI après une carrière remarquable d'universitaire et de chercheur, dernièrement en tant que professeur de finance à l'université de Chicago (Graduate School of Business). En 2003, il a obtenu le prix Fisher Black, décerné à l'individu de moins de quarante ans qui a le plus contribué à la théorie et à la pratique de la finance.

Laura Wallace
Rédactrice en chef

La rédaction de *Finances & Développement* accepte volontiers les commentaires des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 250 mots, et nous nous réservons le droit de les modifier pour des raisons d'espace ou de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer par courrier électronique à fanddletters@imf.org.